

Tribune libre

Tract du groupCCI-T (01.04)

(<http://www.cci-t.org>)

APRES LA DEFAITE DE SARKOZY ET DE SON GOUVERNEMENT AUX REGIONALES,

LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIERES, PARTIS ET SYNDICATS, SE DISPOSENT POUR INTERDIRE TOUTE PERSPECTIVE DE COMBAT POUR LES CHASSER DU POUVOIR

IL FAUT LEUR IMPOSER D'APPELER À LA GREVE GENERALE

Sarkozy et l'UMP laminés

Sarkozy, son gouvernement, ses ministres candidats et son parti l'UMP sont sortis complètement laminés des élections régionales. Ne recueillant que les voix de 17 % des inscrits, Sarkozy et l'UMP sont comme suspendus en l'air, privés de leur base politique. Une partie importante de leur électorat s'est réfugiée dans l'abstention pour marquer sa désapprobation et sa déception. Une autre partie, jugeant qu'il ne tapait pas assez fort, a voté Front National, entraînant dans douze Régions des triangulaires qui ont aggravé la déroute de l'UMP. Ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui la « minorité présidentielle » se déchire à belles dents. Le régime est entré dans une crise majeure.

La signification des votes et de l'abstention ouvrière

De l'autre côté, la classe ouvrière s'est partagée entre un vote contre les candidats de Sarkozy et une abstention massive, dépassant parfois 70% dans les quartiers populaires. Les votes de la classe ouvrière, bien loin des préoccupations régionales, n'ont été déterminés que par sa volonté de ne pas laisser le terrain aux représentants de Sarkozy. Mais nombre de travailleurs et de jeunes, en s'abstenant, ont marqué leur refus de suivre et de cautionner ceux qui, du PS au Front de Gauche en passant par les écologistes et jusqu'au NPA, ne leur ont proposé que des « solutions » régionales et d'attendre le déroulement du calendrier électoral jusqu'en 2012, à la place du combat centralisé pour en finir avec Sarkozy, sa politique et son gouvernement.

Au soir des résultats, les dirigeants du PS, du Front de Gauche, se sont bien gardé d'indiquer la seule conclusion qui s'imposait :

Sarkozy et son gouvernement, dehors !

Au contraire, ils ont demandé que Sarkozy entende le message et change de politique. En défense des capitalistes et des banquiers, Sarkozy ne peut avoir qu'une politique, poursuivre et accentuer toutes les attaques contre les salariés, la jeunesse, les services publics etc. Sarkozy a confirmé le 24 mars qu'il ne changerait pas de cap.

Les dirigeants syndicaux ont entonné le même refrain, en donnant à la journée d'action du 23 mars l'objectif de faire pression sur le gouvernement pour obtenir de bonnes négociations sur les réformes en cours, dont celle des retraites. Et ils annoncent une prochaine journée d'action...dans deux mois !

Alors que Sarkozy et son gouvernement sont affaiblis, discrédités et rejetés par l'immense majorité de la population, tous les dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, se disposent pour interdire toute perspective de combat pour les chasser du pouvoir.

De plus en plus nombreux, les travailleurs, qu'ils soient ou non directement engagés dans la lutte, qu'ils soient ou non syndiqués, n'acceptent pas que les directions syndicales refusent d'appeler dans l'unité

Pour toutes les revendications, à la grève générale contre les patrons et leur gouvernement

Les directions syndicales n'en veulent pas ? La force existe pour le leur imposer ! Il faut l'organiser dans les usines, les bureaux et les facultés, localement et nationalement, voilà ce qui est nécessaire, voilà ce qui peut l'emporter !

Toutes les revendications se heurtent au même problème qui est politique : qui doit gouverner ? C'est ce problème que devra poser la grève générale à laquelle les travailleurs aspirent.

La logique du capitalisme en crise ne peut conduire qu'aux pires régressions. La mobilisation de toute la classe ouvrière et de la jeunesse dans la grève générale en défense de toutes les revendications devra mettre à l'ordre du jour le renversement du gouvernement des capitalistes, la constitution d'un gouvernement des travailleurs qui interdise les licenciements, exproprie les banques et les grandes entreprises, commence à réorganiser la production et l'économie en fonction des besoins et non plus de la sauvegarde du profit de quelques uns.

L'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre aux manœuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive. Le CCI(T) est un des éléments de la construction de ce parti révolutionnaire. Il propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.